

Communiqué de presse

Lundi 2 juin 2014

Perspectives conjoncturelles : solides, mais sans euphorie

L'économie mondiale continue de croître. On observe cependant un déplacement des forces : l'économie américaine accélère le tempo, l'Europe sort de sa récession et enregistre une légère croissance et l'Asie perd nettement de son dynamisme. La Suisse a la chance d'exporter dans le monde entier et de profiter de la croissance où qu'elle soit. Pourtant, des risques toujours importants planent sur l'économie mondiale. La croissance de l'économie intérieure fléchit légèrement. economie suisse, l'organisation faîtière de l'économie, s'attend à une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,3 % environ en 2014 et de 2,0 % en 2015. Le chômage reculera quelque peu.

Après sept trimestres de croissance négative dans la zone euro, l'économie européenne a atteint le creux de la vague en automne 2013. Depuis, les pays de la zone euro ont renoué avec une croissance certes généralement timide. Comme le chômage reste à un niveau record, cette croissance équivaut davantage à une phase de stagnation – excepté en Allemagne. La situation reste particulièrement critique non seulement dans les pays périphériques que sont la Grèce, le Portugal et l'Espagne, mais aussi chez nos voisins italien et français. Faute d'une volonté ferme de s'atteler aux réformes structurelles nécessaires, le climat d'investissement et donc les perspectives de croissance sont moroses à long terme. Dans de nombreux pays de l'UE, le processus d'octroi des crédits est toujours grippé. Cela pose surtout problème à de nombreuses PME, qui ont besoin de crédits bancaires. Le manque de dynamisme en matière d'octroi des crédits s'explique par la persistance de postes du bilan « pourris » dans les banques, faute d'avoir été assainis rapidement et avec détermination après l'éclatement de la crise – comme aux États-Unis. Aux États-Unis justement, le processus d'octroi des crédits fonctionne à nouveau correctement de sorte que les bons projets commerciaux peuvent être financés. En Europe, par contre, de nombreuses banques sont encore occupées à assainir leur bilan. L'avenir nous dira si le test de résistance des banques au sein de l'UE parviendra à restaurer enfin la confiance dans les établissements financiers.

Parmi les PIIGS, soit le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, c'est l'Irlande qui connaît l'évolution la plus prometteuse. Des réformes radicales commencent à porter leurs fruits et les perspectives de croissance sont positives. La Grande-Bretagne aussi a vu sa croissance se consolider. Sur le continent européen, l'Allemagne avant tout continue d'avoir un effet stabilisateur. La récente embellie de sa conjoncture intérieure ne se maintiendra pas, raison pour laquelle les impulsions continueront de venir des exportations.

Croissance entravée en Asie

Les perspectives de croissance se sont améliorées ponctuellement en Europe et même fortement aux États-Unis. La faible croissance de l'économie américaine au premier trimestre 2014 s'explique essentiellement par le mauvais temps. En Asie, on observe la tendance inverse. Au Japon, l'impulsion positive induite par une politique monétaire ultra-expansive s'affaiblit. On ignore si les réformes structurelles dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture pourront être mises en œuvre. La croissance chinoise a aussi quelque peu ralenti récemment. L'efficacité des investissements est parfois faible et l'endettement s'alourdit toujours rapidement. Il y a des surcapacités, et le marché immobilier présente des risques considérables. Un rééquilibrage est certes en cours – moins d'investissements, plus de consommation – mais la croissance fléchira légèrement. À la suite de la crise en Ukraine, la Russie est au bord de la récession. L'Inde a repris du poil de la bête, tandis que le Brésil déçoit toujours. Dans l'ensemble, l'économie mondiale enregistre une croissance située entre 3 % et 4 %.

Croissance solide des exportations helvétiques

Dans ce contexte économique mondial, l'industrie exportatrice suisse profite de la croissance là où elle se déploie. Elle est en effet présente sur tous les marchés mondiaux importants, avec une palette d'activités bien diversifiées. Malgré le franc fort et des marchés exigeants, les exportations croîtront fortement cette année et la suivante. Les industries horlogère et des matières plastiques ainsi que la chimie et la pharmacie sont particulièrement dynamiques. Cependant, les exportations de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux connaîtront aussi une forte hausse, tandis que celles de l'industrie textile ont renoué avec la croissance il y a peu. En parallèle, les importations de prestations intermédiaires, nécessaires aux exportations, augmentent aussi. Quant aux importations destinées à l'économie intérieure, elles profitent de la consommation stable des ménages. Les exportations de service ont aussi le vent en poupe. Le tourisme profite de la stabilisation économique en Europe. Les services financiers se développent malgré un environnement difficile – en partie, grâce à la clarification d'incertitudes juridiques. Dans l'ensemble, les exportations augmenteront davantage que les importations.

Économie intérieure : la construction faiblit, la consommation croît

Le secteur de la construction poursuit sur sa lancée avec une croissance élevée. Cette dynamique s'essoufflera toutefois ces prochaines années. De grands chantiers, comme la ligne diamétrale à Zurich, sont terminés ou entrent dans leur phase finale, et les cantons sont plus prudents en matière d'investissement. De plus, les autorisations pour la construction de logements reculent et les activités de construction privées sont freinées par des mesures de la Confédération (volant anticyclique pour les banques) et les banques (réduction de la prise en compte du 2^e pilier comme fonds propres). De plus, l'initiative sur les résidences secondaires pèse sur l'activité de construction dans les régions touristiques. L'incertitude entourant la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse freine également les activités, principalement dans la construction industrielle. On constate d'ailleurs une certaine retenue du côté des investissements en biens d'équipement. La consommation privée est toujours portée par le faible niveau des taux d'intérêt, l'immigration et un taux de chômage relativement bas. Ainsi, les activités d'assurance et le commerce évoluent à peu près au même rythme que la conjoncture. Les perspectives pour 2015 sont donc réjouissantes pour l'économie intérieure comme pour les exportations. Cela dit, l'économiesuisse ne table pas sur une accélération de la croissance en Suisse. Les influences négatives de l'économie mondiale et plus particulièrement de l'Europe sont trop fortes pour cela. Tout bien pesé, l'économiesuisse s'attend à une croissance du PIB de 2,3 % en 2014 et de 2,0 % en 2015.

Les risques conjoncturels se multiplient

Avec la stabilisation progressive de la croissance aux États-Unis et en Europe, on devrait en principe se rapprocher de la fin des politiques monétaires ultra-expansives. La volonté d'en sortir ne semble toutefois pas encore là, notamment en ce qui concerne la BCE. Celle-ci est au contraire préoccupée par

le faible niveau de l'inflation et prévoit de présenter d'autres mesures expansives. La FED aussi réduira ses rachats d'emprunts seulement de manière progressive. Comme le Japon n'atteindra vraisemblablement pas le seuil des 2 % d'inflation, le pays poursuivra sa politique monétaire ultra-expansive. Plus la sortie de cette expérience historique se fera attendre, plus les marchés resteront dans l'incertitude. Or cette sortie, nécessaire tôt ou tard, est systématiquement repoussée. La situation fragile de certains pays européens, caractérisés par un endettement public toujours excessif et des problèmes structurels, constitue un autre risque conjoncturel. Les marchés se sont calmés en raison des interventions annoncées par la BCE, mais leur stabilisation justement semble faire vaciller la détermination à effectuer des réformes. À moins de renouer avec la croissance à moyen terme, les incertitudes grandiront rapidement. Celles entourant les accords bilatéraux revêtent une grande importance pour la Suisse. Si des conflits devaient survenir avec notre principal partenaire commercial, cela représenterait un risque considérable pour la croissance, avant tout à long terme. Et, finalement, la crise en Ukraine risque également d'occasionner des dommages importants.

Prévisions concernant l'évolution des comptes nationaux

Variation par rapport à l'année précédente (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P
Produit intérieur brut, réel	3,0	1,8	1,0	2,0	2,3	2,0
Consommation des ménages	1,7	1,1	2,4	2,3	2,1	1,9
Dépenses des pouvoirs publics	0,2	1,2	3,2	3,0	1,2	1,0
Investissements dans la construction	3,5	2,5	-2,9	3,8	1,9	0,4
Dépenses d'investissement	5,8	6,1	1,7	0,2	2,0	1,5
Exportations (total)	7,7	3,8	2,5	2,0	4,5	4,0
Importations (total)	8,4	4,2	3,1	1,6	3,9	3,7

Variation par rapport à l'année précédente (en %), moyenne annuelle

Taux d'inflation	0,7	0,2	-0,7	-0,2	0,1	0,3
Taux de chômage	3,5	2,8	2,9	3,2	3,1	2,9

Hypothèses exogènes*

	2014	2015
Taux de change CHF/EUR	1,23	1,23
Taux de change CHF/USD	0,93	0,91
Prix du pétrole en USD	110,0	110,0
Croissance aux États-Unis	2,8	2,9
Croissance de la zone euro	1,0	1,4
Croissance de la Chine	7,3	7,1
Taux d'intérêt à court terme	0,2	0,2
Rendement des emprunts de la Confédération	1,0	1,2

* Valeurs à la base des prévisions conjoncturelles

Page 4
Communiqué de presse
2 juin 2014

Pour de plus amples informations :
Rudolf Minsch, chef économiste
Téléphone : +41 044 421 35 35, courriel : rudolf.minsch@economiesuisse.ch